



# IMPACTS ÉCONOMIQUES DES FINANCEMENTS

Fonds PME MTL et  
Fonds local d'investissement



Cette analyse des impacts économiques des financements accordés par le Fonds PME MTL, anciennement connu sous le Fonds local d'investissement (FLI), porte sur l'ensemble des entreprises situées dans le territoire d'intervention de PME MTL Centre-Ville qui ont bénéficié de prêts ou garanties de prêt entre avril 1998 et décembre 2016<sup>1</sup>.



# PRINCIPAUX CONSTATS

## TAUX DE SURVIE

**394** entreprises ont obtenu du financement au cours de la période visée

**238** entreprises non vendues étaient toujours en activité en 2016

**60 %** de taux de survie des entreprises financées non vendues

**56 %** de taux de survie des entreprises financées, excluant les entreprises dont les financements sont assez récents (2016)

**65 %** de taux de survie des entreprises financées, incluant les entreprises vendues

**78 %** de taux de survie des entreprises financées non vendues depuis 5 ans (excluant les financements de 2016)

EXERCICE	ENTREPRISES FINANCÉES	ENTREPRISES FERMÉES 2016 OU AVANT	ENTREPRISES VENDUES 2016 OU AVANT	ENTREPRISES NON VENDUES EN ACTIVITÉ	TAUX DE SURVIE
1998-1999	2	0	0	2	100 %
1999-2000	25	19	3	3	12 %
2000-2001	15	8	0	7	47 %
2001-2002	26	12	2	12	46 %
2002-2003	26	21	0	5	19 %
2003-2004	15	7	3	5	33 %
2004-2005	16	7	2	7	44 %
2005-2006	10	2	1	7	70 %
2006-2007	15	5	0	10	67 %
2007-2008	19	8	0	11	58 %
2008-2009	16	6	1	9	56 %
2009-2010	31	15	3	13	42 %
2010-2011	20	7	0	13	65 %
2011-2012	29	9	2	18	62 %
2012-2013	32	7	1	24	75 %
2013-2014	19	2	0	17	90 %
2014-2015	27	2	0	25	93 %
Av. 2015 — Déc. 2015	8	0	0	8	100 %
2016	43	0	1	42	98 %
<b>TOTAL CUMULATIF</b>	<b>394</b>	<b>137</b>	<b>19</b>	<b>238</b>	<b>60 %</b>

1 Le début de cette période correspond à l'exercice financier d'attribution des mandats initiaux de développement des quatre organismes constitutifs de PME MTL Centre-Ville. Ces organismes étaient la Société de développement économique Ville-Marie, la Corporation de développement économique communautaire Centre-Sud-Plateau-Mont-Royal, la Corporation de développement économique communautaire Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et le Centre local de développement Les 3 Monts (à l'exception pour ce dernier des financements accordés aux entreprises situées sur le territoire de la Ville de Mont-Royal, qui ne fait pas partie du territoire d'intervention de PME MTL Centre-Ville).

## REVENUS ET SALAIRES

DÉBUT DU FINANCEMENT		LORS DU 1 <sup>er</sup> FINANCEMENT		FIN 2016	
MONTANT DU FINANCEMENT		VENTES	MASSE SALARIALE	VENTES	MASSE SALARIALE
<b>TOTAL</b>	<b>25 307 815 \$</b>	<b>149 595 694 \$</b>	<b>90 337 489 \$</b>	<b>513 795 386 \$</b>	<b>240 535 132 \$</b>
<b>MOYENNE</b>	<b>64 233 \$</b>	<b>379 685 \$</b>	<b>229 283 \$</b>	<b>1 304 049 \$</b>	<b>610 495 \$</b>

- Croissance des revenus de ventes = **+ 364 199 692 \$** → **244 %**
- Croissance de la masse salariale = **+ 150 197 643 \$** → **166 %**
- Nombre d'employés = **4 146**

Les revenus de ventes et les masses salariales réelles de chaque entreprise lors du 1<sup>er</sup> financement accordé, ainsi que les données pour les mêmes variables des entreprises non vendues en 2016, ont été compilés. Ces données ont été extraites des états financiers d'entreprises ou, lorsque non disponibles, ont été calculées en s'appuyant sur les moyennes des entreprises documentées. Ces moyennes ont été appliquées pour le calcul des variables 2016 au sous-ensemble des entreprises non documentées. La croissance des revenus de ventes et de la masse salariale repose sur ce procédé déductif.

Les données sur l'emploi ont également été obtenues directement des entreprises et, à défaut, auprès de diverses sources externes.

## FISCALITÉ

BRUT	VENTES 2016		MASSE SALARIALE 2016		TOTAL
<b>FÉDÉRAL</b>	<b>T.P.S. À 5 %<sup>2</sup></b>	<b>25 689 769 \$</b>	<b>IMPÔT À 18 %<sup>3</sup></b>	<b>43 296 323 \$</b>	<b>68 986 092 \$</b>
<b>PROVINCIAL</b>	<b>T.V.Q. À 9,5 %<sup>2</sup></b>	<b>51 251 089 \$</b>	<b>IMPÔT À 18 %<sup>3</sup></b>	<b>43 296 323 \$</b>	<b>94 547 412 \$</b>
<b>MUNICIPAL</b>	<b>MOYENNE = 16 250 \$ DE TAXES MUNICIPALES / ENTREPRISE X 238</b>				<b>3 867 500 \$</b>
<b>TOTAL DES RETOMBÉES FISCALES 2016</b>	<b>76 940 858 \$</b>		<b>90 460 146 \$</b>		<b>167 401 004 \$</b>

En plus des données de revenus et de masse salariale, des estimations des retombées en taxes de vente, d'impôts personnels et de taxes foncières municipales des entreprises en activité ont également été faites.

Les renvois ci-dessous exposent les hypothèses et les limites liées au calcul.

2 Les montants de TPS et TVQ sont bruts et ne tiennent pas compte de la récupération de taxes sur les intrants.

3 Les taux d'impôts personnels sont bruts et se fondent sur une imposition globale de 36 %.

4 Le calcul de la fiscalité foncière suppose qu'une entreprise cliente type, localisée dans le territoire de PME MTL Centre-Ville, compte environ 10 employés occupant chacun 250 pi<sup>2</sup>. Avec un taux global de taxes foncières estimé à 6,50 \$/pi<sup>2</sup>, chaque entreprise assume 16 250 \$/an en taxes.

## CONCLUSION

Avec une valeur moyenne de prêts et de garanties de prêt de **64 233 \$**, chaque financement aura contribué en moyenne à :

- une croissance des revenus de vente de **924 365 \$**
- une croissance de la masse salariale de **381 212 \$**

En 2016, le financement aura également contribué à générer en moyenne, par entreprise :

- des revenus de taxes de vente de **323 280 \$**
- des revenus d'impôts personnels de **363 834 \$**
- des revenus totaux de fiscalité de **703 366 \$**

# MÉTHODOLOGIE

Cette étude d'impacts a été réalisée selon un modèle en usage antérieurement à la Société de développement économique Ville-Marie (SDÉVM).

Pour les dossiers de prêts et garanties de prêts actifs, les données en rapport avec chaque financement accordé par la SDÉVM et par PME MTL Centre-Ville ont été extraites d'états financiers transmis par les entreprises débitrices dans le cadre d'obligations contractuelles de déclaration.

Les données sur les prêts et garanties de prêts consentis par les deux CDEC et le CLD sont pour la majorité tirées de documents archivés, soit de rapports d'activités, de rapports comptables et autres documents financiers. Compte tenu de compilations moins exhaustives de données d'impacts dans ces organismes, un questionnaire a été transmis au cours de l'automne 2016 à 208 entreprises toujours en affaires débitrices de prêts et garanties de prêts au cours de l'ensemble de la période visée. Quelque 60 entreprises ont rempli le questionnaire soit un taux de réponse avoisinant 30 %.

Les informations relatives à la survie des entreprises et au nombre d'employés, lorsque celles-ci n'ont pas rempli le questionnaire, ont été faites en consultant le REQ et les sites web des entreprises. Similairement, ces mêmes données pour les entreprises déjà clientes de la SDÉVM, dont les dossiers sont clos, ont été relevées à ces mêmes sources.

Le nombre d'emplois pour chaque entreprise a été déterminé à partir de déclarations faites par les entreprises ou selon une moyenne de la tranche de nombre de salariés figurant au REQ. Pour une majorité d'entreprises, les tranches de nombre de salariés les plus pertinentes sont de 1 à 5 et de 6 à 10 et les moyennes de 3 et 8. Lorsque les données de masse salariale n'étaient pas disponibles, un multiple de 55 000 \$ par emploi a été appliqué.

Il est à noter que certaines entreprises ont bénéficié de plus d'un financement du Fonds PME MTL/FLI au cours de la période évaluée. Celles-ci n'ont été comprises qu'une seule fois dans les compilations, soit pour l'année ou l'exercice correspondant au premier financement accordé. De plus, seules les entreprises ayant bénéficié de prêts des fonds PME MTL/FLI ont été incluses dans l'analyse. Les entreprises uniquement bénéficiaires de programmes de subventions ou de fonds d'autres sources gérées par PME MTL Centre-Ville ou les quatre organismes ont été exclues.

Enfin, les entreprises toujours en affaires qui ont été vendues au cours de la période n'ont pas été considérées en raison de conditions d'opération possiblement très différentes aujourd'hui ou parce que les consolidations de données financières auraient altéré les résultats d'analyse.

---

Analyse réalisée le 30 janvier 2017.